

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

**WT/ACC/AND/9**

3 août 2000

(00-3193)

**Groupe de travail de  
l'accession de l'Andorre**

Original: français

## **ACCESSION DE LA PRINCIPAUTÉ D'ANDORRE**

### Annexe 3: Renseignements relatifs aux Procédures en matière de licences d'importation

La Mission permanente de la Principauté d'Andorre a communiqué au Secrétariat la notification au titre de l'article 7.3 de l'Accord sur les procédures de licences d'importation

#### Table des matières

	<u>Page</u>
MINISTÈRE DE LA SANTÉ: RÉGIME DES MÉDICAMENTS	2
MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR: RÉGIME DES ARMES ET DES MUNITIONS	8
MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE: RÉGIME DES SUBSTANCES EXPLOSIVES	12
MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE: RÉGIME DES VÉHICULES SPÉCIAUX	16
MINISTÈRE DES FINANCES: RÉGIME DES PRODUITS TEXTILES ET DE CERTAINS PRODUITS ORIGINAIRES DE CHINE	15
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ENVIRONNEMENT: RÉGIME DES ANIMAUX VIVANTS	22

MINISTERE DE LA SANTE  
RÉGIME DES MÉDICAMENTS

**I. DESCRIPTION SUCCINTE DU RÉGIME:**

1. Le "Règlement de Médicaments" du 4 octobre 1977 stipule que la culture, l'extraction, la production, la transformation, la préparation, la possession, l'offre, la distribution, le courtage achat, la vente importation, l'exportation, la cession de plantes, bouts de plantes et substances inscrites dans le tableau B sont interdits en Principauté d'Andorre pour tout usage qui ne soit pas médical ou pharmaceutique.

De plus, seul le Service de Pharmacie du Ministère de la Santé est habilité à importer ces substances pour le compte des pharmacies et hôpitaux. Le Service de Pharmacie centralise les besoins en substances médicamenteuses exprimés par les pharmacies et les établissements hospitaliers, réalise les importations et distribue ces substances aux établissements autorisés ayant manifesté des besoins (-Les établissements habilités -hôpital et pharmacies-, ont obligation de tenir un registre délivré par le Gouvernement, sur lesquels sont notés l'ensemble des achats et des ventes réalisées. Les pharmacies et hôpitaux ne délivrent ces substances que sur prescription médicale spéciale-).

**II. OBJET ET CHAMP D'APPLICATION DU RÉGIME DES LICENCES:**

1. Sont concernées par le régime les substances médicamenteuses reprises dans la liste des psychotropes, établie conformément aux dispositions de la Convention de Vienne:

Nom (1)	Sous-position du SH
-Acétorphine	2939.10
Acétylméthadol	2922.19
Acétyl- alfa-méthylfentanyl	2933.39
Alfentanil	2933.39
Allylprodine	2933.39
Alphacétylméthadol	2922.19
Alphaméprodine	2933.39
Alphaméthadol	2922.19
Alphaprodine	2933.39
Aniléridine	2933.39
Benzéthidine	2933.39
Benzylmorphine	2939.10
Bétacétylméthadol	2922.19
Bétaméprodine	2933.39
Bétaméthadol	2922.19
Bétaprodine	2933.39
Bézitramide	2933.39
Butyrate de dioxaphétyl	2934.90
Cannabis	1211.90
Résine de cannabis	1301.90
Cétomidone	2933.39
Clonitazène	2933.90
Coca (feuille) (2)	1211.90
Coca (pâte)	1302.19
Cocaïne	2939.90

Nom (1)	Sous-position du SH
Codoxime	2939.10
Concentré de paille de pavot	1302.11
Désomorphine	2939.10
Dextromoramide	2934.90
Dextropropoxyphène	2922.19
Diampromide	2924.29
Diéthylthiambutène	2934.90
Difénoxine	2933.39
Dihydrocodéine	2939.10
Diménoxadol	2922.19
Dimépheptanol	2922.19
Diméthylthiambutène	2934.90
Diphénoxylate	2933.39
Dipipanone	2933.39
Drotébanol	2933.40
Ecgonine benzoléthyl ester	2939.90
Ecgonine benzoylpropyl ester	2939.90
Ecgonine cinnamoylméthyl ester	2939.90
Ecgonine 2,6-diméthyl-benzoyl méthyl ester	2939.90
Ecgonine méthyl ester	2939.90
Chlorhydrate d'ecgonine méthyl ester	2939.90
Ecgonine phényllacétyl-méthyl ester	2939.90
Ethylméthylthiambutène	2934.90
Ethylmorphine	2939.10
Etonitazène	2933.90
Etorphine	2939.10
Etoxéridine	2933.39
Fentanyl	2933.39
p-Fuorofentanyl	2933.39
Furéthidine	2934.90
Heroïne	2939.10
Hydrocodone	2939.10
Hydromorphinol	2939.10
Hydromorphone	2939.10
Beta-Hydroxyfentanyl	2933.39
Beta-Hydroxy-3-méthylfentanyl	2933.39
Hydroxypéthidine	2933.39
Isométhadone	2922.30
Lévométhorphane	2933.40
Lévomoramide	2934.90
Lévophénacylmorphane	2933.40
Lévorphanol	2933.40
Métazocine	2933.39
Méthadone	2922.30
Méthyl désorphine	2939.10
Méthyl dihydromorphine	2939.10
3-Méthylfentanyl	2933.39
Alfa-Méthylfentanyl	2933.39

Nom (1)	Sous-position du SH
Alfa-Méthylthiofentanyl	2934.90
3-Méthylthiofentanyl	2934.90
Métopon	2939.10
Moramide, intermédiaire	2934.90
Morphine, et dérivés	2939.10
MPPP	2933.39
Myrophine	2939.10
Nicocodine	2939.10
Nicodicodine	2939.10
Nicomorphine	2939.10
Noracyméthadol	2922.19
Norcodéine	2939.10
Norlévorphanol	2933.40
Norméthadone	2922.30
Normorphine	2939.10
Norpipapone	2933.39
Opium	1302.11
Oxycodone	2939.10
Oxymorphone	2939.10
PEPAP	2933.39
Péthidine	2933.39
Péthidine, intermédiaire A de la	2933.39
Péthidine, intermédiaire B de la	2933.39
Péthidine, intermédiaire C de la	2933.39
Phénadoxone	2934.90
Phénampromide	2933.39
Phénazocine	2933.39
Phénomorphane	2933.40
Phénopéridine	2933.39
Pholcodine	2939.10
Piminodine	2933.39
Pir tramide	2933.39
Proheptazine	2933.90
Propéridine	2933.39
Propiram	2933.39
Racéméthorphan	2933.40
Racémoramide	2934.90
Racémorphane	2933.40
Sufentanil	2934.90
Thébacone	2939.10
Thébaïne	2939.10
Thiofentanyl	2934.90
Tilidine	2922.49
Trimépéridine	2933.39
Amfétamine	2921.49
Brolamfétamine	2922.29
Cathinone	2939.90
DET	2939.90

Nom (1)	Sous-position du SH
Déxamfétamine	2921.49
DMA	2922.29
DMHP	2932.99
DMT	2939.90
DOET	2922.29
N-Ethyl MDA	2932.99
Eticyclidine (PCE)	2921.49
Fénétylline	2939.50
N-Hydroxy MDA	2932.99
Lévamfétamine	2921.49
Lévométamfétamine	2939.90
Lysergide, LSD, LSD-25	2939.69
MDMA	2932.99
Mécloqualone	2933.59
Mescaline	2939.90
Métamfétamine	2939.90
Racémate de métamfétamine	2939.90
Méthaqualone	2933.59
Méthylaminorex	2934.90
Méthylphénidate	2933.39
MMDA	2932.99
Parahexyl	2932.99
Pentazocine	2933.39
Phéncyclidine (PCP)	2933.39
Phénmétrazine	2934.90
PMA	2922.29
Psilocine, psilotsin	2939.90
Psilocybine	2939.90
Rolicyclidine (PHP, PCPY)	2933.90
Sécobarbital	2933.51
STP, DOM	2922.29
Ténamfétamine	2932.99
Ténocyclidine	2934.90
Tétrahydrocannabinols, tous les isomères	2932.99
d-9-Tétrahydrocannabinol et toutes ses variantes stéréochimiques	2932.99
TMA	2922.29
Zipéprol	2933.59

(1) Sont également concernées par le régime les préparations pharmaceutiques, spécialisées ou non, contenant les produits ci-dessus.

(2) Toutes les préparations faites à partir de la feuille de coca, avec un contenu de coca supérieur à 0,1% seront considérées comme préparations de feuilles de coca.

Nota: Les isomères, à moins d'être directement exclus, se trouvent aussi inclus dans cette liste. Il en est de même pour les esters et éthers des stupéfiants énumérés dans cette liste lorsque l'existence desdits esters et éthers peut être déterminée dans les produits. Les sels des substances énumérées dans la liste sont aussi soumis à cette réglementation, pour autant qu'ils soient possible d'exister sous forme de sels.

2. Le régime s'applique à l'ensemble des produits concernés sans considération d'origine ou de provenance.

3. Le régime ne vise pas à restreindre la quantité ou la valeur des importations. L'objet de ce régime, tout en répondant aux besoins exprimés par les professionnels du secteur est, d'une part, de garantir la santé publique et l'ordre public, en protégeant les habitants, les résidents et les touristes présents en Principauté d'Andorre, et, d'autre part, d'appliquer les recommandations de l'Organisation Mondiale de la Santé. Aucune autre méthode n'est apparue plus adaptée que le régime actuellement en application.

4. Le "Règlement de Médicaments" du 4 octobre 1997 constitue la base juridique. Ce texte peut être modifié par le Gouvernement, sans avoir à être soumis au législatif.

### **III. MODALITÉS D'APPLICATION:**

1. a) à k): Sans objet.

2.a) Le régime est directement géré par le Service de Pharmacie du Ministère de la Santé. Les organismes habilités à détenir des substances médicamenteuses, peuvent exprimer leurs besoins à ce service sans contrainte d'aucune sorte. Les importations sont régulièrement réalisées par le Service de Pharmacie en fonction des besoins sollicités par les pharmaciens et les responsables d'établissements hospitaliers.

2.b) La gestion des besoins n'exclue pas la possibilité pour le Service de Pharmacie, de satisfaire sans délai à une commande exprimée avec un caractère d'urgence par un organisme habilité. En effet, les anticipations au regard des demandes afférentes à certaines substances, permettent au Service de Pharmacie de satisfaire immédiatement aux besoins.

2.c) Il n'existe aucune contrainte, dans l'application de ce régime, en rapport avec les périodes de l'année.

2.d) Les besoins exprimés sont examinés par le seul service chargé de la gestion du régime. Les organismes sollicitant la livraison de substances relevant de cette réglementation, s'adressent au seul Service de Pharmacie, rattaché au Ministère de la Santé.

3. Les seules raisons pouvant amener le Service de Pharmacie à refuser de satisfaire à une demande d'approvisionnement, pourraient être consécutives à des abus commis par les pharmacies ou les établissements hospitaliers, au regard des obligations leur incombant notamment en matière de détention, d'utilisation et en général à tous manquements aux dispositions réglementairement prévues. Dans ces cas, les organismes sollicitant ont les possibilités de recours prévues par le Code de l'Administration; un recours administratif dans une première phase devant le Gouvernement, puis éventuellement dans une seconde phase, un recours devant l'autorité judiciaire.

### **IV. CONDITION REQUISE DES IMPORTATEURS POUR ÊTRE HABILITÉS À DEMANDER UNE LICENCE**

1. Ne peuvent solliciter des besoins en substances ou préparations relevant du régime, que les pharmaciens établis en Principauté d'Andorre, ainsi que les établissements hospitaliers possédant une pharmacie pour les besoins de leur activité hospitalière. Bien qu'il n'existe aucun système d'immatriculation, les bénéficiaires du régime sont connus du Service de Pharmacie. Il n'est pas perçu de droit d'immatriculation. Il n'existe pas de liste publiée d'importateurs agréés.

## **VI. DOCUMENTS ET AUTRES FORMALITÉS À REMPLIR LORS DE LA DEMANDE D'UNE LICENCE:**

1. L'acquisition des médicaments et préparations médicamenteuses soumis au régime, s'effectue auprès du Service de Pharmacie. Les pharmaciens et responsables des établissements hospitaliers sont détenteurs de documents de commande, préalablement imprimés et distribués par le service administratif gestionnaire.

Ces documents constitués de deux feuillets, constituent le support documentaire des commandes:

- l'un des feuillets reprend le nom et l'adresse de l'acheteur, la signature, la date de la demande d'acquisition ainsi que le cachet de l'établissement. Sont également mentionnés en toutes lettres, le nom du(des) produit(s) ainsi que la quantité sollicitée,
  - le deuxième feuillet ne reprend uniquement que le nom et l'adresse de l'acheteur ainsi que celui de la substance ou du médicament. Ce feuillet est rendu à l'acquéreur; celui-ci consignera sur ce feuillet, le numéro de sortie du médicament au regard de son registre spécial d'achats et de ventes, les quantités effectivement reçues, et la date de cette livraison (-Ces documents sont conservés durant trois ans par les intéressés. Les produits livrés portent le numéro d'inscription au registre de ventes de stupéfiants du Service de Pharmacie-).
2. Aucun autre document que celui défini au point précédent n'est à fournir par les pharmaciens ou les établissements hospitaliers.
3. Aucun droit ni aucune redevance ne sont perçus à l'occasion du processus d'acquisition.
4. Aucune condition de versement d'un dépôt ou d'un paiement préalable n'est prévue.

## **VII. CONDITIONS ATTACHÉES À LA DÉLIVRANCE DES LICENCES:**

1. Toute sollicitation d'acquisition formulée par les pharmacies ou les établissements hospitaliers auprès du Service de Pharmacie, donne lieu à livraison par ces derniers, soit immédiatement, soit dans des délais raisonnables ne pouvant excéder 10 jours.
2. Aucune sanction n'est liée à la sollicitation d'acquisition.
3. Sans objet.
4. Les sollicitations d'approvisionnement ne sont soumises à aucune condition autre que celles ci-dessus consignées.

## **VIII. AUTRES FORMALITÉS**

1. Pas d'autres formalités que celles ci-dessus reprises.
2. Sans objet eu égard aux conditions d'acquisitions par les pharmaciens et responsables d'établissements hospitaliers. Pas de contrôle des changes.

**MINISTERE DE L'INTERIEUR**  
**REGME DES ARMES ET DES MUNITIONS**

**I. DESCRIPTION SUCCINTE DU RÉGIME:**

1. Le régime a pour but de réglementer la possession, l'utilisation, la circulation, le commerce des armes et munitions, tout comme leur réparation ainsi que la fabrication des munitions. Outre des dispositions communes à l'ensemble des armes et munitions, sont notamment prévues à l'égard de certains types d'armes et de munitions, des prohibitions absolues d'importation ou des procédures administratives préalables aux importations, aussi bien définitives que temporaires.

Des services spécialisés de la Police, dépendant du Ministère de l'intérieur, sont chargés du traitement et de la gestion des demandes d'autorisation d'importation, des armes et munitions soumises au régime des licences.

**II. OBJET ET CHAMP D'APPLICATION DU RÉGIME DES LICENCES**

1. Sont concernés par le régime des licences d'importation les produits suivants:

- les armes à feu "courtes" de défense et leur munitions (catégorie 1 - pos. 93.01 à 93.06 du SH),

(Sont considérées comme armes à feu "courtes", les pistolets et revolvers. Seront assimilées à des armes à feu "courtes", les fusils à feu dont le canon à une longueur inférieure à 45cm ou qui ont une longueur totale inférieure à 80cm avec la crosse pliée si cette possibilité est prévu ou sans crosse si elle n'est pas fixe - Les munitions pour armes à feu "courtes" excepté celles de calibre 22 -5,5mm- à percussion annulaire-).

- les armes à feu "courtes" destinées au tir sportif (catégorie 1 - pos. 93.01 à 93.06 du SH),

(Seront considérées comme telles, les armes de première catégorie lorsque leur calibre et leurs caractéristiques correspondent aux normes de compétition établies par l'Union internationale de Tir, excepté celles de calibre 22 -5,5mm- à percussion annulaire -. Les munitions pour ces armes seront également considérées comme soumises au régime, lorsque leur calibre et leurs caractéristiques correspondent aux normes de compétition établies par l'Union internationale de Tir, excepté celles de calibre 22 -5,5mm- à percussion annulaire-).

(Sont assimilées aux armes à feu et assujetties à la même réglementation les pièces fondamentales correspondantes, telles que les canons, les carcasses, les chargeurs, les tambours, les verrous mobiles et leurs parties. Les capsules et les pistons seront assimilés aux munitions pour armes à feu et seront soumis à la même réglementation).

2. Le régime s'applique aux armes et munitions ci-dessus citées, quelle qu'en soit l'origine ou la provenance.

3. Le régime ne vise pas à restreindre la quantité ou la valeur des importations. L'objet de celui-ci est de prévenir la sécurité des personnes et l'ordre public, et de lutter contre le commerce illégal des armes. Aucun autre régime que celui actuellement en vigueur ne semble pouvoir permettre la réalisation des objectifs recherchés.



4. Le régime des armes et munitions trouve ses fondements juridiques dans le Décret du 3 juillet 1989. Celui-ci constitue une disposition législative.

### **III. MODALITÉS D'APPLICATION**

1. a) à k): Sans objet:

2.a) Les demandes de licences d'importation sont généralement traitées avec diligence, et, en tout état de cause, dans un délai n'excédant pas trois jours ouvrables. Lorsque des circonstances le justifient, des délais plus courts peuvent être obtenus.

2.b) Une licence peut, à titre exceptionnel justifié notamment par un cas de force majeure, être accordée immédiatement sur demande.

2.c) Les demandes de licence d'importation peuvent être déposées, sans contrainte de période, tout au long de l'année.

2.d) Les demandes de licence d'importation, définitive ou temporaire, sont déposées auprès des services de Police, qui examinent et traitent seuls les demandes d'importation formulées.

3. Le non respect des critères indispensables au traitement des demandes constitue le seul cas de rejet d'une demande d'autorisation d'importation.

Conformément aux dispositions spécifiques consignées dans le Code de l'Administration, les intéressés concernés par un refus de licence d'importation ont la possibilité d'exercer un recours de la décision de refus devant le Gouvernement dans une première phase, puis le cas échéant, devant l'autorité judiciaire dans une seconde phase.

### **IV. CONDITION REQUISE DES IMPORTATEURS POUR ÊTRE HABILITÉS À DEMANDER UNE LICENCE**

1. Des licences d'importation seront consenties:

- dans le cadre d'importation définitives, en principe, aux seules armureries légalement établies dans la Principauté d'Andorre,
- dans le cadre des importations temporaires aux personnes ou sociétés remplissant les conditions requises et ci-dessous mentionnées.

Il n'est pas perçu de droit ou redevance. Il n'existe pas de liste publiée d'importateurs agréés.

### **VI. DOCUMENTS ET AUTRES FORMALITÉS À REMPLIR LORS DE LA DEMANDE D'UNE LICENCE**

1. Les renseignements à fournir dans la demande de licence d'importation diffèrent selon qu'il s'agit d'une importation définitive ou d'une importation temporaire:

- s'agissant d'une demande relative à une importation définitive doivent être communiqués, pour les armes les références de chacune d'entre elles (marque, modèle et calibre) et leur destination; pour les munitions, leur destination,
- s'agissant d'une demande relative à une importation temporaire doivent être communiqués,

- les armes concernées avec leurs références (marque, modèle, calibre et numéro d'identification),
- les munitions destinées à être consommées durant les entraînements et les compétitions (quantité et calibre),
- les lieux où seront présentées et/ou utilisées les armes,
- les lieux où seront déposées les armes et leurs munitions, non seulement durant les présentations, les entraînements et les compétitions, mais également avant et après ces actes.

Les demandes de licence d'importation temporaire seront également accompagnées:

- pour les présentations d'armes, d'une copie de l'autorisation de fabrication et/ou de vente de(s) l'arme(s) du pays de résidence du propriétaire, et d'un document probant certifié par le responsable de la société sollicitant l'importation temporaire, accréditant la personne destinée à transporter l'arme - ou les armes - dans la Principauté d'Andorre.
- pour la participation à des épreuves sportives, d'un document de la Fédération andorrane de Tir, de la société ou de l'association organisatrice du concours, certifiant l'inscription du demandeur comme participant, ainsi que d'une copie en cours de validité, du port et de la détention légale de l'arme - ou des armes - délivrés par le pays de résidence du sollicitant.

2. Aucun document supplémentaire que la licence d'importation elle-même, n'est exigée lors de l'importation effective des armes et munitions.

3. Il n'est perçu aucun droit de licence ou redevance administrative en complément aux formalités ci-dessus décrites.

4. La délivrance de la licence d'importation, définitive ou temporaire, n'est assortie d'aucun dépôt ni d'aucun paiement préalable.

## **VII. CONDITIONS ATTACHÉES À LA DÉLIVRANCE DES LICENCES**

1. Les licences d'importation définitives sont spécifiques à des opérations précises d'importation, elles ne sont pas limitées dans le temps, pour autant qu'elles soient réalisées dans des délais raisonnables au regard de la date de délivrance de la licence. Ce délai ne saurait excéder une année.

Les licences d'importation temporaires ont une durée de validité de un mois, délai renouvelable une seule fois.

2. Il n'est pas appliqué de sanctions en cas de non-utilisation totale ou partielle d'une licence.

3. Les licences ne sont pas cessibles.

4. Aucune autre condition que celles ci-dessus décrites n'est demandée pour la délivrance d'une licence d'importation.

## **VIII. AUTRES FORMALITÉS**

1. Les importations, définitives ou temporaires, ne sont pas assujetties à d'autres formalités administratives préalables.

2. Aucune réglementation en matière de change ne détermine des contraintes en matière de remise des devises par les autorités bancaires pour les marchandises à importer.

MINISTERE DE L'INDUSTRIE  
RÉGIME DES SUBSTANCES EXPLOSIVES

**I. DESCRIPTION SUCCINTE DU RÉGIME:**

1. Le Règlement relatif aux substances explosives a pour objet d'établir le régime juridique de l'entreposage, la vente, l'importation, l'utilisation, et de manière générale tout acte concernant les substances explosives. Il incombe aux services spécialisés du Ministère de l'Industrie d'assurer la gestion de ce Règlement.

**II. OBJET ET CHAMP D'APPLICATION DU RÉGIME**

1. Sont concernés par le régime les produits suivants:

- tous les explosifs à base de nitroglycérine ou de nitroglycol (-Catégorie 1a- positions 36.01 et 36.02 du SH-),
- les explosifs perchloratés plastifiés (-Catégorie 2a- position 36.02 du SH-),
- les poudres noires au nitrate de soude ou potasse (-Catégorie 3a- position 36.01 du SH-),
- les explosifs chlorés ou perchlorés (-Catégorie 4a- position 36.02 du SH-),
- les poudres noires comprimées en cartouches < à 250g et de densité < à 1,5 (-Catégorie 5a- position 36.01 du SH-),
- les explosifs nitrés -nitrate d'ammoniaque (-Catégorie 6a- position 36.02 du SH-),
- les explosifs au nitrate-fioul (-Catégorie 7a- position 36.02 du SH-),
- les cordons détonants à la pentrite et à l'hexogène (-Catégorie 8a- position 36.03 du SH-),
- les cordons détonants à la trinitrotoluène sous plomb (-Catégorie 9a- position 36.03 du SH-),
- les détonateurs électriques (-Catégorie 10a- position 36.03 du SH-),
- les détonateurs à mèches (-Catégorie 11a- position 36.03 du SH-),
- les mèches de sûreté (-Catégorie 12a- position 36.03 du SH-),
- les CCR, LSB ou similaires (-Catégorie 13a- chapitre 36 du SH-).

2. Le régime s'applique à tous les produits ci-dessus cités, quelle qu'en soit l'origine et la provenance.

3. Le régime ne vise pas à restreindre la quantité ou la valeur des importations. L'objet du régime consiste à rechercher la meilleure garantie au plan de la sécurité et de l'ordre public, et en conséquence à réglementer l'importation, le transport et l'entreposage, la vente et l'utilisation, soit en général tous les stades successifs depuis l'importation des substances explosives jusqu'à leur utilisation. Aucun autre régime que celui actuellement en vigueur n'a été envisagé.

4. Le Règlement relatif aux substances explosives, approuvé par le Conseil Général le 4 mai 1976 et modifié une première fois par la même instance le 21 mars 1980, a été également modifié par le Gouvernement selon les Décrets le 9 novembre 1988, 4 juillet 1990, 1 juillet 1993, 6 octobre 1994, 23 décembre 1994 et 5 octobre 1995 date du règlement actuel publié au BOPA núm.56, any 7.

Le règlement, dans son article 2 distingue, selon treize catégories, les substances explosives assujetties à la réglementation. Aucune dérogation à l'application celle-ci n'est possible à l'initiative des administrations ayant la charge de sa gestion ou des contrôles. Le gouvernement peut abroger le régime sans accord du Législatif.

### **III. MODALITÉS D'APPLICATION**

1. a) à k): Sans objet.

2.a) Les demandes de licence d'importation doivent généralement, être déposées trois jours au moins avant la réalisation des importations. Dès lors que les documents exigibles et les conditions afférentes au transport des substances explosives sont respectées, il peut être possible ponctuellement d'obtenir les licences dans un délai plus bref.

2.b) Il n'est pas exclu qu'une licence puisse être accordée sur demande, à titre exceptionnel et justifié par un cas de force majeure. Dans ce cas, des dispositions ponctuelles et adaptées à la situation seront prises.

2.c) Les demandes de délivrance de licences peuvent être déposées durant toute l'année. Les importations de substances explosives correspondantes peuvent, sauf cas exceptionnel, être également réalisées sans contrainte à l'égard de la période de l'année.

2.d) Les demandes de licences sont déposées auprès des services du Ministère de l'Industrie, seuls habilités au traitement des demandes et à la délivrance des licences. Toutefois parmi les documents à produire à l'appui de la demande, l'un doit être délivré et visé par les services administratifs de la Commune relevant du lieu où doivent être effectués les travaux nécessitant l'utilisation des substances explosives.

3. Une demande pourrait être éventuellement rejetée, indépendamment de la non conformité avec le respect des critères ordinaires, lorsqu'elle est déposée par une société ayant enfreint aux obligations découlant de la réglementation en l'espèce, ou y contrevenant de manière répétée.

Les raisons du rejet peuvent être consécutives, notamment, aux manquements constatés en matière d'importation, de transport, d'entreposage et d'utilisation de substances explosives. La ou les raisons du rejet de la demande peuvent être communiquées à l'importateur. Ce dernier a toujours la possibilité, en cas de refus de délivrance d'une autorisation, d'exercer un recours administratif auprès du Gouvernement, puis en cas d'absence de réponse ou de réponse négative d'intenter un recours auprès des instances judiciaires.

### **IV. CONDITIONS REQUISES DES IMPORTATEURS POUR ÊTRE HABILITÉ À DEMANDER UNE LICENCE**

1. Ne peuvent obtenir une licence d'importation d'explosifs, uniquement les sociétés:

- disposant d'une autorisation administrative d'utilisation, et, de plus, d'une autorisation d'entreposage si les substances explosives importées relèvent des catégories 1a à 6a de la liste II.1 ci-dessus, et,

- dont la profession ou des circonstances particulières et concrètes, nécessitent des explosifs afin de réaliser des travaux déterminés.

2. Pour obtenir une autorisation d'entreposage qui peut être ponctuelle ou permanente, les sociétés doivent solliciter une demande d'ouverture d'entrepôt, soit auprès du Gouvernement, soit auprès du Ministère de l'Industrie en fonction de la capacité souhaitée de l'entrepôt. Afin d'instruire la demande d'autorisation d'entreposage, il est indispensable de produire différents plans des entrepôts - situation générale et agencements. Selon la catégorie de l'entrepôt une autorisation d'emplacement délivrée par le responsable de la commune concernée, doit également être fournie aux services administratifs de gestion.

Pour obtenir une demande d'utilisation de substances explosives, les sociétés doivent solliciter une autorisation d'exercice auprès de la Corporation locale de domiciliation de la société, et auprès du Gouvernement. Il est indispensable de produire à cette fin, une police d'assurance de responsabilité civile et la liste des personnels autorisés par la société à utiliser les explosifs. Ces personnels doivent être obligatoirement détenteurs du certificat d'aptitude délivré par les services compétents du Ministère de l'Industrie. L'autorisation d'utilisation des explosifs peut être ponctuelle ou permanente, selon la nature des travaux à réaliser.

3. Aucun droit n'est perçu à l'occasion de l'accomplissement des démarches ci-dessus décrites.

## **VI. DOCUMENTS ET AUTRES FORMALITÉS À REMPLIR LORS DE LA DEMANDE UNE LICENCE**

1. fin d'obtenir la délivrance d'une licence d'importation d'explosifs, il est nécessaire aux requérants de présenter aux services du Ministère de l'Industrie, une demande informelle sur papier libre, ainsi que les documents suivants:

- un certificat établi par les services de la Commune du lieu où doivent être effectués les travaux nécessitant l'utilisation des produits explosifs. Ces certificats font mention également de la nature des substances à utiliser à cette occasion,
- le livre-registre officiel d'entrées et de sorties des explosifs de leur entrepôt (-en rapport avec l'autorisation d'entreposage dont les modalités sont définies à l'article 29 du Règlement-), et,
- le détail des substances explosives à importer.

2. lors de l'importation effective des substances explosives, les importateurs joignent à la déclaration en douane d'importation la licence correspondante délivrée par les services du Ministère de l'Industrie.

3. aucun droit de licence ou autre redevance administrative n'est perçue.

4. la délivrance de la licence n'est pas assortie d'une condition du versement d'un dépôt ou d'un paiement préalable.

## **VII. CONDITIONS ATTACHÉES À LA DÉLIVRANCE DES LICENCES**

1. Les licences d'importation ayant été délivrées pour l'exécution de travaux précis, elles restent valable tant que les conditions ayant justifié leur délivrance sont réunies et jusqu'à épuisement des quantités autorisées.

2. Il n'est pas appliqué de sanctions en cas de non utilisation totale ou partielle d'une licence. Toutefois les licences non utilisées ou partiellement utilisées doivent être remises au service les ayant délivré.
3. Les licences ne sont pas cessibles.
4. La délivrance d'une licence n'est pas soumise à d'autres conditions que celles ci-dessus décrites.

## **VIII. AUTRES FORMALITÉS**

1. Les importations ne sont pas assujetties à d'autres formalités administratives préalables, en dehors de celles décrites ci-dessus. Toutefois les modalités pratiques de réalisation des importations sont soumises à des obligations de conditionnement et de transport des substances explosives.
2. Aucun contrôle des change n'est exercé. Les devises sont automatiquement remises par les autorités bancaires pour les marchandises à importer.

MINISTERE DE L'INDUSTRIE:  
RÉGIME DES VÉHICULES SPÉCIAUX

**I. DESCRIPTION SUCCINTE DU RÉGIME**

1. Le régime a pour but de soumettre à licence préalable uniquement les importations temporaires de véhicules spéciaux utilisés pour les travaux publics, l'industrie de la construction, l'agriculture ou d'autres travaux similaires. Les véhicules spéciaux par leur caractéristiques particulières, sont considérés comme susceptibles de constituer des difficultés et des dangers pour la circulation et la sécurité routière. Des services administratifs spécialisés relevant du Ministère de l'Industrie sont chargés du traitement des demandes d'importation temporaire et de la délivrance de licences.

**II. OBJET ET CHAMP D'APPLICATION DE RÉGIME DE LICENCES**

1. Sont visés par le régime les véhicules spéciaux, autopropulsés, mobiles ou tractés, exceptés ceux réservés au transport des personnes ou aux remorquages, de même que tous les véhicules destinés à être utilisés pour des travaux déterminés (travaux publics, construction, agriculture ou autres secteurs similaires, avec par exemple, les excavateurs, les bulldozers, les pelleteuses, les niveleuses, les dumpers, les élévateurs, les grues à tour, les groupes compresseurs ou électrogènes, les tracteurs agricoles de tous types - appareils relevant des positions du SH: 84.26 à 84.36, 87.01, 87.04 à 87.05 et 87.09),

2. Le régime s'applique aux véhicules spéciaux de toute provenance.

3. Le régime de licence vise à limiter et contrôler la circulation des véhicules spéciaux dans un but de sécurité routière. Pour la délivrance des licences d'importation temporaire sont pris en compte, d'une part, la nature du travail pour lequel l'engin est sollicité, et, d'autre part, la situation de disponibilité du parc mobile national des engins du même type. Ce système est le seul permettant de réaliser dans les meilleures conditions l'objectif visé.

4. L'article 205, paragraphe 5, de la loi du Code de la Circulation, approuvé par le Conseil Général dans sa session du 10 juin 1999, interdit de circulation dans le territoire andorran les véhicules spéciaux non immatriculés en Principauté d'Andorre. Toutefois, exceptionnellement et pour des raisons justifiées le Ministère de l'Industrie peut en autoriser l'importation temporaire ainsi que la circulation sur le territoire national (Cette loi a dérogé le précédent Code de la Circulation datant du 4/12/1991, qui reprenait en la matière, des dispositions identiques. Un accord d'application du Conseil Général du 29 juillet 1981, confirme également les présentes dispositions).

Le régime est imposé par une disposition législative, les services compétents du Ministère de l'Industrie doivent en respecter les conditions d'application. Le Gouvernement ne peut modifier ni l'interdiction de circulation mentionnée à l'article 205.5 du Code de la Circulation, ni les conditions permettant de déroger à celle-ci.

**III. MODALITÉS D'APPLICATION**

1.a) à k) Sans objet.

2.a) La demande de licence doit être déposée dans les cinq jours ouvrables précédant la date sollicitée de l'importation temporaire. Dans des cas exceptionnels et dûment justifiés des licences peuvent être obtenues dans un délai plus court.



2.b) De manière exceptionnelle, en cas de force majeure, une licence peut être accordée immédiatement sur demande.

2.c) La période de l'année est sans incidence sur le dépôt d'une demande.

2.d) Les demandes de licence sont examinées par les seuls services administratifs compétents du Ministère de l'Industrie.

3. Une demande peut être rejetée lorsque le parc mobile national de véhicules spéciaux du type sollicité rend disponible des engins permettant ainsi d'éviter la réalisation d'une importation temporaire. Les raisons du rejet sont communiquées à l'intéressé qui dispose d'un droit de recours conformément aux dispositions prévues en la matière par le Code de l'Administration (-dispositions développées précédemment-).

#### **IV. CONDITION REQUISE DES IMPORTATEURS POUR ÊTRE HABILITÉS À DEMANDER UNE LICENCE**

1. Toute personne, société ou institution est habilitée à demander une licence.

#### **VI. DOCUMENTS ET AUTRES FORMALITÉS À REMPLIR LORS DE LA DEMANDE D'UNE LICENCE**

1. Les personnes, sociétés ou institutions doivent préciser sur les demandes, indépendamment de leur noms, qualité et adresse, la nature, le lieu et la durée du travail à exécuter, ainsi que le type et les caractéristiques essentielles du véhicule spécial dont l'importation temporaire est sollicitée. Doivent être précisés également, la date et l'heure approximative de la réalisation de l'opération d'importation temporaire effective. Aucun autre document n'est à joindre à la demande.

2. Lors de l'importation effective la licence doit être produite en complément à la déclaration d'importation temporaire, il en est de même de la documentation relative à l'immatriculation et à l'assurance du véhicule.

3. Il n'est perçu ni droit de licence ni redevance administrative.

4. La délivrance de la licence d'importation temporaire n'est pas assortie d'une condition de versement d'un dépôt ou d'un paiement préalable.

#### **VII. CONDITIONS ATTACHÉES À LA DÉLIVRANCE DES LICENCES**

1. La licence est délivrée pour une opération ponctuelle, sa durée est fonction de la durée du travail pour lequel elle a été délivrée.

2. Il n'est pas appliqué de sanctions en cas de non utilisation d'une licence. Celle-ci doit être remise au service administratif l'ayant délivré.

3. Les licences ne sont pas cessibles.

4. La délivrance d'une licence n'est subordonnée à aucune autre condition.

#### **VIII. AUTRES FORMALITÉS**

1. Les importations ne sont pas assujetties à d'autres formalités administratives préalables.
2. Pas de contrôle des changes.

MINISTERE DES FINANCES: RÉGIME DES PRODUITS TEXTILES ET DE  
CERTAINS PRODUITS ORIGINAIRES DE CHINE

**I. DESCRIPTION SUCCINTE DU RÉGIME**

1. Dans le cadre de l'Union douanière CE-Andorre, la Principauté d'Andorre est tenue, pour les produits industriels, à l'adoption des dispositions relatives aux formalités d'importation appliquées par la Communauté à l'égard des pays tiers. Toutefois, compte tenu du volume réduit des importations de produits textiles originaires de pays tiers ainsi que de certains produits originaires de Chine, il a été permis à Andorre de déroger partiellement aux dispositions communautaires prévues en la matière. Le régime appliqué institue donc une simple procédure de surveillance préalable à l'égard des produits en cause importés en Andorre, en prévoyant également un encadrement des possibilités de réexportation vers la Communauté afin de prévenir d'éventuels détournements de trafic.

**II. OBJET ET CHAMP D'APPLICATION DU RÉGIME DES LICENCES**

1. Sont concernés par le régime, les produits:
  - figurant à l'annexe V du règlement CE 3030/93 du Conseil du 12 octobre 1993, relatif au régime commun applicable aux importations de certains produits textiles originaires de pays tiers (-Annexe V, relative aux limites quantitatives communautaires, publiée dans le JOCE L275 du 8 novembre 1993 et réactualisée en dernier lieu, des limites quantitatives convenues pour les années 1998 à 2000, par le JOCE L45 du 16 février 1998-). Les produits concernés relèvent des chapitres 50 à 63 du SH,
  - figurant aux annexes IIIB, IV et V du règlement CE 517/94 du Conseil du 7 mars 1994, relatif au régime commun applicable aux importations de produits textiles en provenance de certains pays tiers non couverts par des accords, protocoles ou autres arrangements bilatéraux, ou par d'autres régimes communautaires spécifiques d'importation (-annexes IIIB, IV et V, relatives aux limites quantitatives communautaires, publiées au JOCE L67 du 10 mars 1994, réactualisées successivement par les JOCE L188 du 27 juillet 1996 -règlement CE 1476/96- et L225 du 6/9/1996, ainsi que par le JOCE L199 du 26 juillet 1997 -règlement CE 1457/97-). Les produits concernés relèvent des chapitres 50 à 63 du SH,
  - figurant à l'annexe II du règlement CE 3060/95 du Conseil du 22 décembre 1995, relatif au régime d'importation applicable à l'égard de certains produits textiles originaires de Taïwan (annexe II relative aux limites quantitatives communautaires, publiée au JOCE L326 du 30 décembre 1995). Les produits concernés relèvent des chapitres 50 à 63 du SH,
  - figurant à l'annexe II du règlement CE 519/94 du Conseil du 7 mars 1994, relatif au régime commun applicable aux importations de certains pays tiers (-annexe II relative aux contingents applicables à l'importation dans la Communauté de certains produits originaires de Chine, publiée au JOCE L67 du 10 mars 1994, modifiée par le règlement CE 1138/98 du 28 mai 1998 publié au JOCE L159 du 3 juin 1998-). Les produits concernés relèvent du chapitre 64 du SH (certaines chaussures), des codes SH 69.11.10 (articles pour le service de table ou de la cuisine, en porcelaine), et 69.12.00 (articles pour le service de la table ou de la cuisine, autres qu'en porcelaine).

2. Les annexes ci-dessus indiquent les origines tierces à l'Union douanière CE-Andorre concernées par l'application du présent régime.

3. Le régime appliqué par la Principauté d'Andorre n'a pas directement pour objectif de restreindre la quantité ou la valeur des importations. Il vise à instituer une procédure de surveillance préalable à l'importation en Andorre, à l'égard des produits qui sont soumis à des limites quantitatives annuelles d'importation lors de leur importation dans la Communauté européenne. Les autorités andorranes communiquent mensuellement à la Commission européenne les importations réalisées au regard de ce régime.

Le régime de surveillance préalable constitue une dérogation aux dispositions de politique commerciale à la CE qui s'imposait autrement à Andorre, au titre de l'article 7 de l'Accord d'Union douanière. Ce régime constitue donc une dérogation à la régime communautaire, il a été institué à la demande de la Principauté d'Andorre et décidé par le Comité Mixte dans sa Décision 2/96 du 1 juillet 1996 (-JOCE L184 du 24 juillet 1996-), modifié par la Décision 1/98 du 20 octobre 1998 (-JOCE L311 du 20 novembre 1998-). Ces dispositions tiennent compte du volume réduit des importations en cause réalisées par les opérateurs andorrans.

4. Les Décisions 2/96 et 1/98, mentionnées au point 3, constituent les fondements de ce régime. Il n'appartient pas aux autorités douanières andorranes, ni au Gouvernement, ni au Parlement de déroger aux dispositions prévues.

### **III. MODALITÉS D'APPLICATION**

1.a) à k) Sans objet. La délivrance des licences par les autorités douanières andorranes n'est pas soumise à restriction.

2.a) Les demandes de licence d'importation doivent être déposées cinq jours ouvrables, au moins, avant la réalisation de l'importation. Des licences peuvent toutefois être obtenues dans un délai plus court lorsque les circonstances le justifient, et, notamment lorsque par suite d'une inadvertance, des marchandises arrivent en frontière sans licence.

2.b) Il peut être possible, notamment dans les cas susmentionnés, d'obtenir une licence immédiatement sur demande.

2.c) Aucune période de l'année n'est imposée, tant pour le dépôt d'une demande de licence, que pour la réalisation effective des importations.

2.d) Les demandes de licences sont uniquement examinées par les services douaniers ayant en charge la gestion du régime. L'importateur ne s'adresse en conséquence qu'à ces autorités douanières.

3. Aucune demande de licence n'a été rejetée à ce jour. Toutefois, la constatation d'éventuels détournements de trafic destinés à soustraire les produits en cause de la réglementation douanière communautaire plus restrictive, pourrait amener les autorités douanières à des décisions de rejet de délivrance de licence. En cas de refus de délivrance d'une licence, les intéressés peuvent utiliser le droit de recours prévu par le Code de l'Administration, selon les modalités développées dans le paragraphe III, point 3, des régimes ci-dessus développés.

### **IV. CONDITION REQUISE DES IMPORTATEURS POUR ÊTRE HABILITÉS À DEMANDER UNE LICENCE**

1. Tout importateur est habilité à demander une licence aux autorités douanières. La licence est délivrée sans frais, pour toutes les quantités demandées.

## **VI. DOCUMENTS ET AUTRES FORMALITÉS À REMPLIR LORS DE LA DEMANDE D'UNE LICENCE**

1. Les demandes de licence sont déposées selon un formulaire type, précisant:
  - le destinataire des produits importés (identité, adresse),
  - le lieu de livraison prévu et la date de l'importation effective,
  - le pays d'origine des produits et le pays de provenance,
  - le déclarant en charge de l'opération d'importation, le cas échéant (identité, adresse),
  - les produits objet de la demande (désignation commerciale, code des marchandises dans la NC, catégorie de classification pour les produits textiles au regard de la réglementation communautaire, masse nette ou unités, valeur frontière CE exprimée en euros).

Les demandes sont accompagnées d'un document attestant les indications consignées (factures notamment).

2. Lors de l'importation effective la licence est jointe à la déclaration en douane; elle est imputée par les services douaniers des quantités correspondantes aux produits importés.

3. Il n'est perçu ni droit de licence ni redevance administrative.

4. La délivrance de la licence n'est assortie d'aucune condition de versement d'un dépôt ou d'un paiement préalable.

## **VII. CONDITIONS ATTACHÉES À LA DÉLIVRANCE DES LICENCES**

1. La durée de validité d'une licence est de quatre mois. Cette durée n'est pas prolongée, toutefois rien ne s'oppose au dépôt d'une nouvelle demande par les intéressés.

2. Il n'est pas appliqué de sanction en cas de non utilisation, totale ou partielle, d'une licence. Dans ces cas, les licences doivent être restituées au service douanier gestionnaire du régime.

3. Les licences ne sont pas cessibles.

4. Aucune autre condition attachée à la délivrance d'une licence n'est exigée.

## **VIII. AUTRES FORMALITÉS**

1. Les importations ne sont pas assujetties à d'autres formalités administratives préalables, en dehors de celles ci-dessus décrites.

2. Il n'existe pas de dispositions restrictives en matière de remise de devises par les autorités bancaires (pas de contrôle des changes).

## MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ENVIRONNEMENT

### RÉGIME DES ANIMAUX VIVANTS:

#### I. DESCRIPTION SUCCINTE DU RÉGIME

Le régime s'applique à toute importation définitive ou temporaire d'animaux vivants en Principauté d'Andorre. Il vise à protéger la santé des personnes et celle des animaux, ainsi qu'à prévenir tous risques de maladies et d'épidémies. La délivrance des licences est assurée par les services du Ministère de l'Agriculture et de l'Environnement.

#### II. OBJET ET CHAMP D'APPLICATION DU RÉGIME DES LICENCES

1. Sont visés par le présent régime l'ensemble des équidés ainsi que les animaux des espèces équine, bovine, porcine, ovine ou caprine (positions 01.01, 01.02, 01.03 et 01.04 du SH).
2. Le régime s'applique à tous les animaux vivants quelle qu'en soit l'origine et la provenance.
3. Le régime des animaux vivants n'a pas pour but de restreindre la quantité ou la valeur des importations; il a pour objet de garantir la santé des personnes et des animaux. Il permet également d'avoir une connaissance préalable des animaux importés, de connaître les motifs de l'importation et les conditions de sa réalisation ainsi que la destination de ces animaux, avec le cas échéant, les zones de pâtures. Sont ainsi facilités les éventuels suivis réglementaires et sanitaires. Le régime étant jugé satisfaisant, aucune autre méthode n'a été envisagée.
4. Le régime découle, d'une part de l'application de la loi régulatrice de l'importation et de l'exportation des animaux bovins approuvée par le Conseil Général dans sa session du 24 mai 1985, et, d'autre part, du règlement sur les formalités obligatoires pour le passage en douane des animaux vivants, approuvé par le Gouvernement dans sa session du 12 juillet 1991.

La législation ne laisse aucune faculté de choix à l'administration. Le Gouvernement peut éventuellement abroger le règlement approuvé par ses soins, il n'en est pas de même de la loi régulatrice dont l'abrogation est du ressort du Législatif.

#### III. MODALITÉS D'APPLICATION

- 1.a) à k) Sans objet. L'application du régime n'entraîne pas de restrictions d'importation.
- 2.a) La demande doit être déposée environ cinq jours ouvrables avant l'importation, auprès des services sanitaires chargés de la délivrance des licences. Des circonstances particulières peuvent amener à la délivrance de licences dans un délai plus court. Tel peut être le cas notamment, lorsque des animaux arrivent en frontière et que l'importateur n'a pas au préalable déposé la demande de délivrance de licence.
- 2.b) Lorsque les circonstances l'exigent, une licence peut être accordée immédiatement sur demande.
- 2.c) Les demandes de licences et les importations correspondantes ne sont pas limitées à des périodes précises de l'année .
- 2.d) Les demandes de licences sont uniquement examinées par les service sanitaires ayant en charge leur gestion au sein du Ministère de l'Agriculture et de l'Environnement.

3. Une demande de licence peut éventuellement être refusée à un importateur, lorsque ce dernier ne satisfait pas de manière régulière aux règles relatives à ce régime, ou lorsque les animaux ne présentent pas un état sanitaire satisfaisant. Les raisons du rejet peuvent être communiquées à l'intéressé qui peut exercer son droit de recours prévu par le Code de l'Administration, dont les modalités ont été consignées dans les paragraphes III.3 des régimes ci-dessus.

#### **IV. CONDITION REQUISE DES IMPORTATEURS POUR ÊTRE HABILITÉS À DEMANDER UNE LICENCE**

1. Toute personne, société ou institution est habilitée à demander une licence.

#### **VI. DOCUMENTS ET AUTRES FORMALITÉS À REMPLIR LORS DE LA DEMANDE D'UNE LICENCE**

1. Les demandes de délivrance de licence doivent indiquer:

- la référence des importateurs destinataires des animaux (identité, qualité, adresse)
- les caractéristiques des animaux qui doivent être importés et leur état sanitaire (espèce et types d'animaux)
- les raisons de l'importation
- la date d'importation, lieu de destination et de détention et/ou la zone de pâture des animaux.

Aucun autre document n'est à joindre à la demande de licence.

2. Lors de l'importation effective, la licence est jointe à la déclaration d'importation, et les animaux doivent satisfaire au contrôle sanitaire des services vétérinaires, le certificat délivré à cet effet doit également être produit dans la déclaration en douane d'importation.

3. Il n'est perçu aucun droit ni redevance.

4. La délivrance de la licence n'est assortie ni d'un versement ni d'un paiement préalable.

#### **VII. CONDITIONS ATTACHÉES À LA DÉLIVRANCE DES LICENCES**

1. La durée de validité d'une licence est de quinze jours calculés à compter de la date de délivrance de celle-ci par les services de l'Inspection Sanitaire de douane.

2. Il n'est pas appliqué de sanctions en cas de non utilisation, totale ou partielle, d'une licence.

3. Les licences ne sont pas cessibles.

4. La délivrance d'une licence n'est subordonnée à aucune autre condition.

#### **VIII. AUTRES FORMALITÉS**

1. Les importations ne sont pas soumises à d'autres formalités administratives préalables, en dehors de celle de la licence.

2. Aucun contrôle des changes.

---